

Droit au logement pour toutes et tous

Appel de membres du secteur associatif namurois

Alors qu'il est protégé par l'Union européenne et inscrit depuis 1994 à l'article 23 de la Constitution belge, le droit au logement décent est loin d'être une réalité pour toutes et tous sur notre continent et dans notre pays.

Des membres du secteur associatif namurois, signataires du présent appel, y prêtent une attention toute particulière, forts des rencontres de terrain et associatives qu'ils réalisent et des travaux qu'ils mènent sur le sujet depuis un certain temps déjà. La section namuroise de la commission Justice et Paix entend visibiliser leur travail en prenant l'initiative de cet appel.

Les élections de juin et d'octobre sont des occasions de rappeler aux formations politiques et à leurs candidat-e-s que le droit au logement pour toutes et tous est un préalable essentiel à la vie en société. Les signataires entendent donc réaffirmer auprès des formations politiques et de leurs candidat.es aux prochaines élections le droit au logement décent.

Une étude de l'ASBL Action Vivre Ensemble intitulée « À bout de souffle - Parcours d'obstacles pour le droit au logement », rédigée avec l'appui du Rassemblement Wallon pour le Droit à l'Habitat (www.rwdh.be), est venue récemment mettre la lumière sur la question du droit au logement¹. Des organisations membres du Mouvement Ouvrier Chrétien (www.moc.be) ou encore l'Action Chrétienne Rurale des Femmes-Femmes en milieu rural (www.acrf.be) font état du fait que les problèmes d'habitat ne se limitent pas aux villes.

Dans ce contexte, les signataires du présent appel tiennent encore à relever le plaidoyer commun de plusieurs ASBL réalisé, en vue des prochaines élections, sous la coordination de la Fédération des Régies de Quartier de Wallonie (www.federe.be). Ils indiquent aussi que, dans le cadre d'une récente semaine d'actions pour le droit au logement menée dans toute l'Europe, le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (www.rwlp.be) a organisé des manifestations dans diverses villes de Wallonie avant le *Debatorium* du 25 avril à Namur. Ce débat public entendait permettre aux personnes en situation de pauvreté en Wallonie d'interpeller les partis politiques à l'approche des prochains scrutins.

Tout en invitant donc les formations politiques, candidat.es et futur.es élu.es à prendre connaissance et à soutenir les revendications développées par ces multiples acteurs, les signataires du présent appel demandent aux partis politiques démocratiques et à leurs candidat.es aux élections du 9 juin de prendre prioritairement en compte celles qui suivent :

- Faire du logement décent pour tous une priorité politique et réserver un accueil prioritaire à ces questions dans le débat politique au lendemain des élections,
- Rénover les bâtiments dans un objectif de justice sociale basée, notamment, sur le principe de l'encadrement des loyers,
- Investir massivement dans le logement public, notamment en augmentant significativement l'offre au profit des familles nombreuses et monoparentales et en prêtant une attention particulière à la dimension intersectionnelle des discriminations au logement,
- Plafonner les loyers,
- Lutter contre les logements inoccupés et appliquer la législation en vigueur pour remédier à cet état de fait,
- Supprimer le statut de cohabitant,
- Lutter plus préventivement contre les expulsions domiciliaires.
-

COMMISSION JUSTICE ET PAIX NAMUR- LUXEMBOURG
ACTION VIVRE ENSEMBLE

¹ <https://vivre-ensemble.be/publication/etude-2023-2/>.

RWLP (Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté)

RWDH(Rassemblement Wallon pour le Droit à l'Habitat)

ACRF- Femmes en milieu rural

ENEO (Mouvement Social des Aînés)

CAI (Centre d'Action Interculturelle)

CENTRE DES IMMIGRES NAMUR-LUXEMBOURG

ASBL COQUELICOT(ASBL Quartier Saint Nicolas Namur)

ASBL CINEX(Centre Culturel en milieu populaire)

Maison Médicale Les Arsouilles (Quartier Saint Nicolas Namur)

ÉQUIPES POPULAIRES Fédération de Namur

SIREAS Antenne Namur

Associations signataires à ce jour